



Communiqué de Presse

Macron et les libéraux, main dans la main pour liquider l'entreprise publique SNCF !?

Alors que le Président Macron donne sa vision jupitérienne d'un système ferroviaire livré à la régression sociale pendant que les subventions publiques viendront gonfler les bénéfices des entreprises privées, les sénateurs Hervé MAUREY (UDI) et Louis NEGRE (LR) continuent inlassablement leurs attaques sur le service public ferroviaire. Dans une proposition de loi remise au Sénat le 6 septembre, les 2 sénateurs proposent de démanteler brutalement l'entreprise publique en la dépouillant de ses matériels roulants, des gares, des ateliers de maintenance, pour finir par transférer les agents SNCF dans les filiales des grands groupes, appelés à spéculer dans les marchés des transports régionaux ou sur les futures franchises TGV...

Alors que le Président Macron veut faire payer les cheminots pour compenser des dizaines d'années de politique des transports clientélistes et tout TGV, et annonce une loi-cadre pour le 1^{er} semestre 2018 ; cette proposition de loi des 2 sénateurs, fruit de la précipitation des lobbyistes à vouloir accélérer l'ouverture à une concurrence du système ferroviaire et la liquidation de SNCF en quelques mois, se veut sans doute fixer la ligne pour cette future loi.

Reçu ce jour au ministère des Transports, la Fédération SUD-Rail a rappelé la nécessité d'un système ferroviaire unifié et son opposition à la remise en cause du contrat social des agents de l'entreprise SNCF. Se voulant apaisant, celui-ci a indiqué qu'aucune hypothèse n'était à ce jour retenue et que concernant la proposition de loi sénatoriale présentée hier par les sénateurs Maurey et Nègre « *Il n'était pas question de présenter des textes qui n'auraient pas été largement concertés* », en nous renvoyant sur les prochaines assises de la mobilité qui devraient accoucher d'une loi d'orientation tout en précisant ne pas encore avoir la certitude qu'elle reprenne tous les sujets.

La Fédération SUD-Rail n'est pas dupe du discours de circonstances et rappelle qu'elle et les travailleurs du rail ne laisseront pas le gouvernement faire payer la facture de la dette d'Etat du ferroviaire aux cheminots et ainsi faire place nette pour garantir les bénéfices et les marges aux futurs nouveaux entrants avides des subventions publiques du ferroviaire.